

Impôt sur le revenu

La liste des adhérents à cette caisse ne cesse de s'allonger, monsieur le Président. Le gouvernement n'a pas encore accordé de reconnaissance officielle à cet organisme, mais il devrait le faire, je crois. En plus des objecteurs de conscience, il existe un grand nombre de personnes qui, tout en admettant qu'un État puisse recourir à la force en certaines circonstances, s'opposent vivement à la course aux armements qu'elles considèrent comme pure folie. Ce sont des gens qui arguent que notre argent servirait beaucoup mieux la cause de la sécurité et de la paix dans le monde, si on l'utilisait pour mener des recherches dans ce domaine, pour favoriser les échanges internationaux susceptibles de promouvoir la compréhension, la bonne volonté et la confiance entre les peuples et pour mettre sur pied des programmes expérimentaux propres à rétablir la paix dans les régions en proie à la guerre. Ils estiment que nous ferions mieux d'utiliser notre argent pour doter nos universités de chaires d'études sur la paix dans le monde. Nous savons que le ministère de la Défense nationale subventionne à l'heure actuelle environ cinq chaires d'études stratégiques. Pourquoi ne pourrions-nous pas aussi subventionner les recherches sur la paix? Ces gens estiment donc qu'il vaudrait beaucoup mieux utiliser notre argent pour faire une analyse impartiale de la course aux armements.

Nous entendons souvent des gens critiquer nos forces armées, monsieur le Président. La semaine dernière encore un officier américain a dit que notre marine faisait pitié. Pourtant, nous dépenserons, au cours du prochain exercice fiscal, quelque 7.8 milliards de dollars pour la défense, une hausse de 11 p. 100 sur les 7 milliards dépensés l'année dernière. Il est maintenant établi que 8.8 p. 100 de nos impôts vont à la défense, soit plus de \$300 par personne. Mais cela n'est pas suffisant pour les gens qui voudraient que nos forces armées nous assurent le genre de sécurité dont nous avons besoin pour vivre décemment. Il est vrai que ce n'est pas suffisant et cela ne le sera jamais; à preuve le débat sur le budget militaire de 239 milliards de dollars qui a cours aux États-Unis au moment où je vous parle, un débat qui montre que même si on augmente sans cesse les dépenses militaires, cela ne sera jamais assez. Le fait est, tout simplement, que les armements ne nous apporteront pas la sécurité. Que nous trainions en arrière ou que nous soyons à l'avant-garde, la course aux armements n'est pas la solution à nos problèmes.

Je voudrais vous lire quelques brefs extraits d'un discours prononcé par le regretté Lord Louis Mountbatten le 11 mai 1979. Voici ce qu'il a déclaré:

Le mois prochain, je rentre dans ma quatre-vingtième année. Je suis l'un des rares survivants de la Première Guerre mondiale à avoir accédé à un haut poste de commandement élevé au cours de la Seconde, et je sais que les opérations militaires ne se déroulent jamais conformément aux plans et aux accords fixés. En temps de guerre, l'imprévu est chose courante et personne ne peut prévoir quelle sera la réaction d'un adversaire à des circonstances imprévues.

Voilà ce que valent certains de nos plans de guerre nucléaire! Puis il ajoute:

En tant que militaire ayant à son actif un demi-siècle de service, je puis dire en toute sincérité que la course aux armements nucléaires ne répond à aucun objectif sur le plan militaire. On ne peut pas faire la guerre avec des armes nucléaires. Leur existence ne fait qu'accroître nos périls en raison des illusions qu'elles ont créées.

Il existe des éléments puissants, à travers le monde, qui continuent à ajouter foi à la vieille maxime romaine: Qui veut la paix, prépare la guerre. C'est tout à fait aberrant d'un point de vue nucléaire et, je le répète, il est tout à fait erroné de croire qu'en faisant régner une plus grande incertitude générale, on puisse accroître sa propre sécurité.

• (1740)

Nous ne pouvons améliorer notre sécurité, en tant que nation, en favorisant l'insécurité dans le monde.

Le premier ministre (M. Trudeau) a parlé d'étouffer la course aux armements mais s'il a étouffé quelque chose depuis qu'il est au pouvoir, ce sont plutôt nos efforts hésitants en vue du désarmement. Le responsable du désarmement a un budget de \$300,000 par an, soit environ la même chose que ce que le ministère de la Défense nationale consacre à sa revue. Voilà ce que j'appelle une asphyxie, monsieur le Président.

L'hiver dernier, dans 130 localités, 75 p. 100 des gens se sont prononcés d'une façon ou d'une autre en faveur du désarmement. En réponse à la question précise sur les essais des missiles de croisière au Canada, 52 p. 100 des Canadiens s'y sont dit opposés. Le gouvernement prétend que ces chiffres ne signifient rien. Selon lui, il est facile de se prononcer en faveur du désarmement et il se demande à quel point il faut donner foi à ces 75 p. 100.

Cette motion met le gouvernement au défi de permettre aux gens de voter avec leur argent. Si seulement 1 p. 100 des Canadiens choisissaient de consacrer 8.8 p. 100 de leurs impôts sur le revenu à la recherche sur la paix, cela ferait une somme d'environ 2.7 millions de dollars. Il faut comparer ce chiffre aux misérables \$300,000 que l'on accorde actuellement à l'ambassadeur pour le désarmement.

Je voudrais répondre brièvement à certaines objections que l'on a soulevées. Certains opinent que le fonds pour la recherche sur la paix semble être une bonne idée, mais qu'il serait difficile à administrer. Il pourrait être administré de plusieurs manières. Tous les députés ont profité des dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu qui permettent de faire des dons aux partis politiques et de réclamer un crédit d'impôt à ce titre. Nous pourrions appliquer une disposition semblable qui permettrait aux gens de faire des dons au fonds des Nations Unies ou à des organismes non gouvernementaux reconnus, et de réclamer un crédit d'impôt de 100 p. 100.

La deuxième objection est que tous ceux qui en veulent au gouvernement pour l'une ou l'autre de ses rubriques de dépenses exigeraient une disposition semblable. Par exemple, celui qui est contre le programme des langues officielles pourrait exiger que son argent ne serve pas au financement de ce programme. Les critiques craignent une ruée des contribuables qui refuseraient de verser des impôts à l'égard d'un programme ou d'un autre.

En réponse à ces critiques, je propose que le gouvernement présente un projet de loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu afin de rendre possible un tel virement d'impôts. La question de la sécurité nationale et de la paix mondiale est le plus grave problème de notre époque. Une telle disposition exige que le Parlement y consacre son temps et son attention. Cela écarterait toute possibilité que l'on accorde la même attention à d'autres questions moins importantes.

La troisième objection est que la course aux armements se poursuivrait de toute manière. En un sens, c'est vrai. Le danger que constitue la course aux armements ne s'évanouira probablement pas du jour au lendemain, mais, grâce à cette proposition, un grand nombre de personnes pourraient afficher publiquement leur opposition à la course aux armements en posant un geste auquel le gouvernement sera sensible. Elles pourraient